



Forum
Alternatives
Européennes

FEU

Paris, le 2 décembre 1996

Madame Maria de Lourdes Pintasilgo

Madame le Premier ministre,

Au printemps dernier, un certain nombre de personnalités européennes se sont réunies pour lancer l'appel "Europe : priorité à l'Union sociale et politique".

Rédigé quelques semaines avant l'ouverture de la Conférence intergouvernementale, dans un contexte marqué par les difficultés économiques et sociales, et la montée des oppositions au processus de construction européenne, ce texte appelait à ce que cette Conférence soit l'occasion de préserver et de relancer le projet européen en donnant, à l'inverse des orientations actuelles, une forte priorité aux dimensions sociale, démocratique et citoyenne.

Devant l'évolution des choses et la lourdeur des enjeux à venir, nous avons décidé de donner suite à cet appel en organisant le 1^{er} février prochain à Paris une Rencontre européenne sur le thème "Priorité à l'Europe sociale et politique".

Il nous paraît de la plus grande importance que cette rencontre soit l'occasion de faire entendre assez fort des voix qualifiées pour dénoncer les périls des logiques dominantes actuelles et proposer des issues constructives. Ce serait une avancée que de les entendre s'exprimer dans leur diversité au même moment et du même lieu.

Nous serions particulièrement heureux et honorés que vous puissiez apporter votre contribution à cette rencontre, en intervenant comme "grand témoin", aux côtés de Jacques Delors, qui a confirmé sa participation, et Emilio Gabaglio, sollicité pour représenter la Confédération Européenne des Syndicats. Cette intervention pourrait avoir lieu en fin de matinée, et, bien que nécessairement limitée dans sa durée, aurait un grand impact dans le moment où elle se situera.

Nous joignons à ce courrier, outre le texte de l'appel et ses premiers signataires, la liste des personnalités invitées pour cette Rencontre.

Nous restons naturellement à votre disposition pour toute précision complémentaire.

Dans l'attente de votre réponse, nous prions d'agréer, Madame le Premier ministre, l'assurance de notre considération la meilleure.

Forum
Alternatives
Européennes

1 bis,
rue de Paradis
75010
PARIS
Téléphone :
33 1 44 83 93 39

Charles Fiferman
Président du Forum
Alternatives Européennes



Rencontre européenne

Priorité à L'Europe sociale et politique

1^{er} février 1997

Maison de la Chimie
Centre international de Congrès
28, rue Saint-Dominique - 75007 Paris

9h-9h15 : Introduction et présentation de la journée

9h15-11h : Tables rondes simultanées

Emploi et objectifs sociaux

Rapporteur : Pierre Moscovici, député européen, secrétaire national du Parti socialiste, France

Intervenants: Rinaldo Bontempi, député européen, groupe PSE, Italie
Jean-Claude Boual, animateur Réseaux Services Publics, France
Alain Lipietz, économiste, Les Verts, France
Aline Paillet, député européen, groupe GUE, France*
Michael Hindley, député européen, groupe PSE, Royaume Uni

Citoyenneté, participation et démocratie

Rapporteur : Philippe Herzog, député européen, groupe GUE, France*

Intervenants : Gilbert Wasserman, coordinateur national de la Convention pour une Alternative Progressiste, France
Dominique Taddei, universitaire, association AILFS, France
Jordi Borja, urbaniste, ancien maire-adjoint de Barcelone, Espagne*
Johannes Voggenhuber, député européen, groupe Vert, Autriche*
Paul Rosenmöller, député, Pays-Bas*

Développement durable et co-développement

Rapporteur : Marie-Hélène Aubert, chargée des questions internationales, les Verts, France

Intervenants : Christian Stoffaës, Directeur, Direction générale d'EDF, France
Andrea Amato, Président de l'Institut pour la Méditerranée, Italie
Manuel Monereo, Directeur de la FIM, Espagne
Bernard Dréano, Assemblée Européenne des Citoyens, France
Magda Aelvoet, député européen, groupe Vert, Belgique

11h15-11h 45 : Séance plénière

Rapports des trois tables rondes

11h 45-12h30 : Grands Témoins*Sont sollicités :*

- ◊ Emilio Gabaglio, secrétaire général de la Confédération Européenne des Syndicats
- ◊ Maria de Lourdes Pintasilgo, ancien Premier ministre, présidente du Comité des Sages pour le rapport "Une Europe des droits civiques et sociaux", Portugal
- ◊ Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, président de la Fondation "Notre Europe", France

12h30-14h30 : Déjeuner**14h30-17h30 : Interventions***Sont sollicités :*

- ◊ Massimo D'Alema, secrétaire national du PDS, Italie
- ◊ Elisabeth Guigou, député européen, groupe PSE, France
- ◊ Gregor Gysi, député, Président du groupe PDS, Allemagne
- ◊ Antoni Gutierrez Diaz, député européen, groupe GUE, Espagne
- ◊ Pauline Green, député européen, Présidente du groupe PSE, Royaume Uni
- ◊ Heidi Hautala, député européen, groupe Vert, Finlande
- ◊ Robert Hue, secrétaire national du Parti communiste, France
- ◊ Renzo Imbeni, député européen, vice-président du Parlement Européen, groupe PSI, Italie
- ◊ Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, France
- ◊ Oskar Lafontaine, Ministre-Président du Land de Saar, Président du SPD, Allemagne
- ◊ Pascual Maragall, maire de Barcelone, Espagne
- ◊ Bernard Ravenel, porte-parole de la Convention pour une Alternative progressiste, France
- ◊ Claudia Roth, député européen, présidente du groupe Vert, Allemagne
- ◊ Jordi Solé i Tura, député socialiste, membre du Conseil de l'Europe, ancien ministre de la Culture, Espagne
- ◊ Christian Sterzing, député, groupe Verts, Allemagne
- ◊ Bruno Trentin, responsable du programme de la CGIL, Italie
- ◊ Anna Van Lancker, député européen, groupe PSE, Belgique
- ◊ Win Van Velzen, député européen, groupe PSE, Pays-Bas
- ◊ Dominique Voynet, porte-parole des Verts, France

17h30-18h : Conclusions

- José Barros Moura**, député européen, groupe PSE, Portugal
- Luciana Castellina**, député européen, groupe GUE, présidente de la commission Culture du Parlement Européen, Italie
- Frieder Otto Wolf**, député européen, groupe Vert, Allemagne
- Charles Fiterman**, ancien ministre d'Etat, président du Forum Alternatives Européennes, France

Europe : priorité à l'Union sociale et politique

L'Europe se trouve placée devant des échéances décisives pour son avenir, la première en date étant la Conférence intergouvernementale (CIG)

Or, l'accumulation des difficultés économiques, sociales, environnementales dans les différents pays européens alimente les inquiétudes, les réticences et les oppositions au processus de construction européenne, particulièrement celui de la monnaie unique. Au-delà, en liaison avec les bouleversements politiques survenus sur le continent et dans le monde, c'est le sens même de cette construction, le projet poursuivi, qui font question. Nombreux sont ceux qui ont le sentiment que n'émerge plus de tout cela qu'une logique destructrice des garanties et acquis sociaux, au seul bénéfice de la rentabilité de l'argent et des groupes financiers.

Profondément attachés à la construction d'une Europe unie, nous tenons à lancer une mise en garde devant la gravité de cette situation. La volonté d'aménager une vaste zone européenne de libre-échange, dépourvue de pouvoirs régulateurs et ouverte à une concurrence sauvage, peut se conjuguer avec l'enfermement de nos pays dans des logiques strictement nationales. Cela conduirait au déclin des peuples européens et à la désagrégation de l'Europe, à la montée des vieux démons agressifs, dans un continent réduit à un rôle, subordonné, dans la nouvelle donne mondiale.

Nous voulons donc lancer un appel passionné et solennel. Nous sommes favorables à une Communauté forte, porteuse d'un projet de développement humain et écologique viable, concourant à la fraternité des peuples. L'Union sociale et politique des nations, riche de leur diversité, ne doit pas être remise à plus tard ; elle doit donner sens à l'Union économique et monétaire. Par-delà nos différences de position sur la monnaie unique, nous nous accordons sur l'urgence d'initiatives politiques pour établir des régulations sociales et publiques sur le grand marché et défendre solidairement des objectifs de progrès de nos sociétés.

Car il y a urgence à inverser les priorités. Urgence à promouvoir l'emploi et réhabiliter les conditions de vie par des politiques économiques, sociales et écologiques communes, prenant appui sur une concurrence maîtrisée, sur des instruments de coopération, de solidarité et de dissuasion de la spéculation, sur le développement du service public ou d'intérêt général. Il y a urgence à donner une nouvelle dimension démocratique aux institutions et aux pratiques communautaires, à les relégitimer pour qu'elles puissent jouer leur rôle politique d'impulsion, de régulation et d'équilibre. Une avancée des droits et des pouvoirs de choix et de contrôle des citoyens et des acteurs sociaux est pour cela absolument nécessaire. Cela peut et doit être la tâche de la CIG.

Si les gouvernements doivent prendre leurs responsabilités, il n'y aura d'Europe unie que si les peuples, les opinions publiques, les forces de progrès humain dans leur diversité en font leur propre affaire. Dans cet esprit, nous appelons toutes celles et ceux qui se sentent concernés à se rencontrer, à débattre, à se concerter, à proposer, en bref à faire entendre leur voix. Nous pensons que ce travail pourrait conduire à une importante initiative dans les mois à venir. Nous prendrons à cet effet tous les contacts possibles.



Europe : priorité à l'Union sociale et politique

Signataires au 19/11/1996

Magda AELVOET, député européen, Belgique
 Nuata AHERN, député européen, Irlande
 Alexandros ALAVANOS, député européen, Grèce
 Gila ALTMAN, député, Allemagne
 Andrea AMATO, président de NIMED, Italie
 Jan ANDERSSON, député européen, Suède
 Tony BANKS, député, Grande-Bretagne
 Pedro BAPTISTA, député, Portugal
 José BARROS MOURA, député européen, Portugal
 Roberto BARZANTI, député européen, Italie
 Lionel BENICHOU, médecin neuro-psychiatre, France
 Jean-Jacques BENOIT, Adjoint au Maire de Pessac, France
 Serge BERNARD-LUNEAU, Adjoint au Maire de Creil, France
 Alain BESSE, Châtelguyon, France
 Marie-Christine BLANDIN, Présidente du Conseil régional Nord-Pas-de-Calais, France
 Rinaldo BONTEMPI, député européen, Italie
 Jordi BORJA, urbaniste, ancien maire-adjoint de Barcelone, Espagne
 Jean-Pierre BRARD, député-maire de Montreuil, France
 Hiltrud BREYER, député européen, Allemagne
 Jean-Pierre BRISSAUD, Paris
 Lydia BROVELLI, syndicaliste, France
 Jacques BRUHNS, député-maire de Gennevilliers
 Luciana CASTELLINA, député européen, Italie
 Osvaldo CASTRO, député, Portugal
 Michel CHARZAT, maire du XX^e arrondissement de Paris, France
 Monique CHEMILLIER-GENDREAU, Professeur de Droit international, France
 Ken COATES, député européen, Grande-Bretagne
 Anna COLOMBO, collaboratrice groupe Affaires sociales, Parlement européen
 Joao CORRÊA DE SA, Cambô-les-Bains, France
 José Manuel CORREIRA PINTO, professeur de Droit, Portugal
 Nel van DIJK, députée européenne, Pays-Bas
 Félix DAMETTE, professeur à l'Institut de Géographie de Paris, France
 Joao Abel DE FREITAS, économiste, Portugal
 Biagio DE GIOVANNI, député européen, Italie

José Ernesto DE OLIVEIRA, Vice-Président de la Commission de Coordination de la Région de Alentejo, Portugal
 Daniel DEBATISSE, vice-président du FAE, Economiste CNRS, France
 Jean DELAUNAY, St. Raphaël, France
 Charles DEMONS, syndicaliste, France
 Serge DEPAQUIT, Association AILES, France
 Pierre-François DESANTI, France
 Bernard DREANO, animateur de l'Assemblée européenne des Citoyens, France
 Gilles DUMONT, Paris, France
 Jacky FAYOLLE, économiste, administrateur de l'INSEE, France
 Francisco FERNANDEZ BUEY, directeur revue Mientras tanto, universitaire, Espagne
 Charles FITERMAN, Président du Forum Alternatives Européennes, France
 Gérard FUCHS, membre du Bureau national du Parti socialiste, France
 Fiorella GHILARDOTTI, député européen, Italie
 Maryvonne GOARANT, Carrières-sous-Poissy, France
 Laura GONZALEZ ALVAREZ, député européen, Espagne
 Jean-François GRAFOUILLERE, Plaines St-Lange, France
 Andreas GRÜSS, Eurotopia, conseiller national, Suisse
 Gregor GYSI, député, Allemagne
 Hermann HAAK, député, Allemagne
 Heidi HAUTALA, député européen, Finlande
 Hélène HENRY, Chécy, France
 Guy HERMIER, député-maire, France
 Philippe HERZOG, député européen, France
 Michael HINDLEY, député européen, Grande-Bretagne
 Peter HORST, ancien député, Allemagne
 Elisabeth HORSTKÖTTER, collaboratrice groupe des Verts, Affaires sociales, Parlement européen
 Jean HUSS, membre de la Chambre, Luxembourg
 Renzo IMBENI, député européen, Italie
 Henri JACOT, universitaire, conseiller municipal de Lyon, France
 José Luis JUDAS, Président de la mairie de Cascais, Portugal
 Sylvia-Yvonne KAUFMANN, ancien député européen, Allemagne
 Hugh KERR, député européen, Grande-Bretagne

Wolfgang KREISSL-DÖRFLE, député européen, Allemagne
 Dag LARSSON, Premier adjoint au Maire de Stockholm, Suède
 Bertolt LIBAL, Allemagne
 José MAGALHAES, député, Portugal
 Elena MARINUCCI, député européen, Italie
 Rosa Maria MARQUES, ingénieur, Portugal
 Patricia MCKENNA, député européen, Irlande
 Hugh R. McMAHON, député européen, Grande-Bretagne
 Antonio MENDONÇA, professeur d'université, Portugal
 Manuel MONEREO, secrétaire général de la FIM, Espagne
 Vital MOREIRA, député, Portugal
 Pierre MOSCOVICI, secrétaire national du Parti socialiste, député européen, France
 Raimundo NARCISO, député, Portugal
 Oskar NEGTE, sociologue, Allemagne
 Stanley NEWENS, député européen, Grande-Bretagne
 Jim O'DONNELL, Democratic Left, Irlande
 Aline PAILLER, député européen, France
 Mihail PAPAYANNAKIS, député européen, Grèce
 Guy PETTENATI, Maire de Chevilly-Larue, Vice-Pdt du Conseil général du Val-de-Marne, France
 Edgard PISANI, France
 Elke PLÖGER, secrétaire d'Etat du Land de Sachsen-Anhalt, Allemagne
 Bernard POIGNANT, maire de Quimper, France
 Alain POIRSON, St. Laurent-du-Var, France
 Claude POPPEREN, animateur de la Convention pour une Alternative progressiste, France
 Jean POPPEREN, Président de Nouveau Monde, France
 Jack RALITE, sénateur-maire d'Aubertiers, France
 Bernard RAVENEL, historien, directeur de la revue Confluences-Méditerranée, France
 Madeleine REBERIOUX, Présidente honoraire de la Ligue des Droits de l'Homme, France
 ROSENMÖLLER, député, siège de Groeninkes, Pays-Bas
 Claudia ROTH, député européen, Allemagne
 Giorgio RUFFOLO, député européen, Italie
 Raoul SANGLA, cinéaste, France

Elisabeth SCHROEDTER, député européen, Allemagne
 Frank SCHWALBA-HOTH, ancien député européen, Allemagne
 Cay SEVON, collaboratrice groupe GUE, Affaires sociales, Parlement européen
 Jordi SOLETURA, député socialiste, membre du Conseil de l'Europe, ancien ministre de la Culture, Espagne
 Roberto SPECIALE, député européen, Italie
 Barbara STEFFENS, présidente groupe des Verts, Land NRW, Allemagne
 Christian STERZING, député, Allemagne
 Marina SUBIRATS, professeur d'université
 Dominique TADDEI, universitaire, Association AILES, France
 Gianni TAMINO, député européen, Italie
 Wilfried TELKÄMPER, député européen, Allemagne
 José Manuel TENGARRINHA, professeur d'université, Portugal
 Antonio TEODORO, professeur, Portugal
 Bruno TRENTIN, Responsable du programme de la CGIL, Italie
 Anne VAN LANCKER, député européen, Belgique
 Wim van VELZEN, député européen, Pays-Bas
 Ezequiel VICENTE, économiste, administrateur d'entreprise, Portugal
 Patrick VIVERET, vice-président d'Europe 99, France
 Johannes VOGGENHUBER, député européen, Autriche
 Ludger VOLMER, député, Allemagne
 Dominique VOYNET, porte-parole des Verts, France
 Hillary WAINWRIGHT, directrice Red Pepper, Grande-Bretagne
 Gilbert WASSERMAN, coordinateur national de la CAP, France
 Barbara WEILER, député européen, Allemagne
 Pierre et Anny WENDLINGER, Rougemont, France
 Catherine WHITOL de WENDEN, Présidente de la Commission Europe de la Ligue des droits de l'Homme, Directeur de recherches CNRS, France
 Frieder Otto WOLF, député européen, Allemagne

**1^{er} février
1997
February,
1st, 1997**

9h-18h
Maison de
la Chimie
28, rue
St-Dominique
75007 Paris
France
Ⓜ Invalides

Dans le
prolongement de
l'appel "Europe :
priorité à l'Union
sociale et politique",
et à l'initiative de :

**Marie Hélène
Aubert**

Les Verts, France

José Barros Moura

député européen,
groupe PSE, Portugal

Luciana Castellina

député européen,
groupe GUE, Italie

Charles

Fiterman,

ancien ministre
d'Etat, président

du Forum
Alternatives

Européennes,
France

Pierre Moscovici

député européen,
secrétaire national
du Parti Socialiste

Gilbert Wasserman,

Coordinateur national
de la Convention
pour une Alternative
Progressiste, France

Frieder Otto

Wolf,

député européen,
groupe des Verts,
Allemagne



Fundação Cuidar o Futuro

Rencontre Européenne
Priorité à L'Europe
sociale et politique

European Symposium
Priority to social
and political Europe



Priorité à L'Europe sociale et politique /

Au printemps dernier, un appel signé par plus de cinquante personnalités européennes de différentes sensibilités, était rendu public. Se plaçant face aux lourdes échéances auxquelles la construction européenne est confrontée, en particulier la Conférence intergouvernementale en cours, il préconisait que soit donnée d'urgence une forte priorité au développement social, politique et citoyen de l'Union européenne.

L'actualité n'a fait que renforcer en validité les principes et les objectifs de la démarche engagée. Les inquiétudes, les réticences, les oppositions grandissent devant un processus enserré dans les logiques libérales dominantes. Si la construction européenne doit être synonyme de régression des droits sociaux et de l'emploi, de dictature des marchés financiers dans une zone sans règles de droit et sans pouvoirs politiques régulateurs, alors, il y a péril pour chacun des peuples européens, pour l'équilibre européen, pour une contribution positive de l'Europe à la solution des problèmes mondiaux, pour l'existence même d'un modèle social européen original.

Ces grands objectifs qui peuvent seuls donner sens à l'Union européenne appellent d'urgence à des réorientations sociales et démocratiques fortes de celle-ci. La CIG peut en fournir une occasion.

C'est dans cet esprit qu'un certain nombre de signataires de l'appel ont décidé d'organiser une Rencontre européenne le 1^{er} février 1997 à la Maison de la Chimie à Paris.

Trois objectifs guident l'organisation de cette journée. D'abord, proposer des débouchés politiques constructifs aux forces et mouvements qui souhaitent participer à l'émergence d'une Europe sociale, citoyenne et solidaire ; contribuer ensuite à ce que la CIG débouche sur des avancées sociales et politiques significatives, créant un contexte favorable pour les prochaines grandes échéances européennes ; favoriser enfin la coopération entre toutes celles et tous ceux qui considèrent que l'urgence d'initiatives fortes et neuves justifie d'aller au-delà des démarches strictement partisanes, pour se rencontrer et faire mieux entendre la voix de l'opinion publique.

9h-9h15 : Introduction et présentation de la journée / Symposium introduction and presentation

9h15 -11h : Tables rondes simultanées / Parallel sessions

Emploi et objectifs sociaux / Employment and social aims

Rapporteur :

Pierre Moscovici, député européen, secrétaire national du Parti socialiste, France

Intervenants :

Jean-Claude Boual, animateur Réseaux Services Publics, France

Alain Lipietz, économiste, les Verts, France

Ken Coates, député européen, groupe PSE, Royaume-Uni*

Christian Sterzing, député, les Verts, Allemagne

Eulalia Vintro, maire-adjoint de Barcelone, Espagne*

Michel Fiant, AREV, France

Gérard Caudron, député européen, groupe PSE, France*

Citoyenneté, participation et démocratie / Citizenship, participation and democracy

Rapporteur :

Dominique Taddei, universitaire, Association AILES, France

Intervenants :

Thérèse Rabatel, porte-parole de la Convention pour une Alternative Progressiste, France

Jordi Borja, urbaniste, ancien maire-adjoint de Barcelone, Espagne

Johannes Voggenhuber, député européen, groupe Vert, Autriche

Birgit Daiber, ancien député européen, les Verts, Allemagne

Giorgio Ruffolo, député européen, groupe PSE, Italie

Andreas Gross, député, animateur Eurotopia, Suisse

Développement durable et co-développement / Sustainable development and co-development

Rapporteur :

Marie-Hélène Aubert, chargée des questions internationales, les Verts, France

Intervenants :

Christian Stoffaës, Président d'ISUPE, France

Andrea Amato, Président de l'Institut pour la Méditerranée, Italie

Bernard Dréano, Assemblée Européenne des Citoyens, France

Magda Aelvoet, député européen, groupe Vert, Belgique

Lucio Magri, député, Comunisti unitari, Italie*

Jean-Pierre Cot, député européen, groupe PSE, France*

Fundação Cuidar o Futuro



/ Priority to social and political Europe

11h15 -11h 45 : Séance plénière / Plenary session

Rapports des trois tables rondes / Sessions reports

Pierre Moscovici, Dominique Taddei, Marie-Hélène Aubert

11h45 -12h30 : Grands Témoins / View points

Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, président de "Notre Europe", France

Emilio Gabaglio, secrétaire général de la Confédération Européenne des Syndicats*

Maria de Lourdes Pintasilgo, ancien Premier ministre, présidente du Comité des Sages pour le rapport "Une Europe des droits civiques et sociaux", Portugal

Bruno Trentin, Président d'honneur de la CGIL, Italie

12h30 -14h30 : Déjeuner libre / Lunch

14h30 -16h00 : Table ronde / Session

La Conférence intergouvernementale : pour faire quoi ? / The Intergovernmental Conference : towards what end ?

Rinaldo Bontempi, député européen, groupe PSE, Italie

Pauline Green, député européen, présidente du groupe PSE, Royaume-Uni*

Elisabeth Guigou, ancien ministre, député européen, groupe PSE, France

Heidi Hautala, député européen, groupe Vert, Finlande

Philippe Herzog, député européen, groupe GUE, France

Claudia Roth, député européen, présidente du groupe Vert, Allemagne

16h15 -17h30 : Table ronde / Session

Quelle action de la France pour la construction européenne ? What specific role of France in the European construction ?

Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, France

Robert Hue, secrétaire national du Parti communiste, France

Dominique Voynet, porte-parole des Verts, France

Bernard Ravenel, porte-parole de la Convention pour une Alternative progressiste, France

Charles Fiterman, ancien ministre d'Etat, président du Forum Alternatives Européennes, France

17h30-18h : Conclusions

José Barros Moura, député européen, groupe PSE, Portugal

Luciana Castellina, député européen, groupe GUE, présidente de la commission Culture du Parlement Européen, Italie

Frieder Otto Wolf, député européen, groupe Vert, Allemagne

Gilbert Wasserman, coordinateur national de la Convention pour une Alternative progressiste, France

* Sollicités

In the Spring of this year, fifty well-known European citizens of various political sympathies signed a public statement about the European construction. The statement was an appeal in light of the tremendous consequences of the many and important steps being taken this year by the Union, especially the ongoing Inter-Governmental Conference (IGC). Precisely, it is an appeal for a much higher priority to be given to social and political development of the Union, including a greater emphasis on European citizenship, before it is too late. Events since have only served to substantiate the principles behind this appeal. An uneasy public reticence, even opposition, is growing in the face of an ongoing process whose chief goal it would seem is to increase the reign of free-market principles over Europe territory. If European unity is to be synonymous with shrinking social justice and vanishing labor laws, if the law of the market is to rule, unhindered by public regulation, over a unified Europe stripped of social rights, then European populations are in danger as is any hope of a fair and balanced Europe. What is more, the idea of a Europe able to make original contributions to solving planetary problems and even the very idea of a distinct European social model would no longer exist.

Yet only these larger considerations can give any meaning to the notion of European unity, and so it is in their light that urgent action must be taken to redress the balance of social and political aspects of the European construct. The IGC is an excellent opportunity to do just that.

Recognizing this, a certain number of those who signed the recent statement have undertaken to organize a European Encounter on the February 1, 1997 at the Maison de la Chimie in Paris.

This day-long event has three objectives. First of all, to suggest channels of political action for groups and movements that wish to participate constructively in the development of European social justice, solidarity and citizenship. Secondly, the goal is to advance significantly the social and political aspects of the IGC, thus setting the stage for progress on these fronts at the time of the next European events. Lastly, the hope is that this meeting can foster cooperation and coordination among all those who see the urgent need for new and effective plans of action, an urgency that takes precedence over partisan considerations. Cooperation will be the best way to make the voice of public opinion clearly heard.

Frais d'inscription : 50 FF

Registration fees : 50 FF

Règlement joint par chèque à l'ordre de Forum Alternatives Européennes
Pay today by cheque to Forum Alternatives Européennes

Virement bancaire
I credit your account
N° 27891141/ Crédit Mutuel

A renvoyer à :

Forum Alternatives Européennes

1 bis, rue de Paradis

75010 Paris France

Tél : (+33) 01 44 83 93 40

Fax : (+33) 01 44 83 93 39

Email : FAE @ Globenet. org

✂

Renseignements pratiques :

Maison de la Chimie

28, rue Saint-Dominique

75007 Paris France

Ⓜ Invalides ou Assemblée Nationale

Parking Invalides

Rencontre européenne
European Symposium
1^{er} février 1997

9h-18h

Maison de la Chimie
28, rue Saint-Dominique
75007 Paris
Ⓜ Invalides

Nom / Name

Prénom / First Name

Adresse / Address

Pays / Country

Tél. / Phone

Organisation



Cette initiative est réalisée avec le concours de



GRUPE DU PARTI
DES SOCIALISTES EUROPÉENS
DÉLÉGATION SOCIALISTE
FRANÇAISE



Le Groupe Vert au
Parlement Européen



Forum
Alternatives
Européennes



Initiative pour des
Services d'Utilité
Publique en Europe

**et le soutien de la Commission des
Communautés européennes**

Europe : priorité à l'Union sociale et politique

L'Europe se trouve placée devant des échéances décisives pour son avenir, la première en date étant la Conférence intergouvernementale (CIG).

Or, l'accumulation des difficultés économiques, sociales, environnementales dans les différents pays européens alimente les inquiétudes, les réticences et les oppositions aux processus de construction européenne, particulièrement celui de la monnaie unique. Au-delà, en liaison avec les bouleversements politiques survenus sur le continent et dans le monde, c'est le sens même de cette construction, le projet poursuivi, qui font question. Nombreux sont ceux qui ont le sentiment que n'émerge plus de tout cela qu'une logique destructrice des garanties et acquis sociaux, au seul bénéfice de la rentabilité de l'argent et des groupes financiers.

Profondément attachés à la construction d'une Europe unie, nous tenons à lancer une mise en garde devant la gravité de cette situation. La volonté d'aménager une vaste zone européenne de libre-échange, dépourvue de pouvoirs régulateurs et ouverte à une concurrence sauvage, peut se conjuguer avec l'enfermement de nos pays dans des logiques strictement nationales. Cela conduirait au déclin des peuples européens et à la désagrégation de l'Europe, à la montée des vieux démons agressifs, dans un continent réduit à un rôle, subordonné, dans la nouvelle donne mondiale.

Nous voulons donc lancer un appel passionné et solennel. Nous sommes favorables à une Communauté forte, porteuse d'un projet de développement humain et écologique viable, concourant à la fraternité des peuples. L'Union sociale et politique des nations, riche de leur diversité, ne doit pas être remise à plus tard ; elle doit donner sens à l'Union

économique et monétaire. Par-delà nos différences de position sur la monnaie unique, nous nous accordons sur l'urgence d'initiatives politiques pour établir des régulations sociales et publiques sur le grand marché et défendre solidairement des objectifs de progrès de nos sociétés. Car il y a urgence à inverser les priorités. Urgence à promouvoir l'emploi et réhabiliter les conditions de vie par des politiques économiques, sociales et écologiques communes, prenant appui sur une concurrence maîtrisée, sur des instruments de coopération, de solidarité et de dissuasion de la spéculation, sur le développement du service public ou d'intérêt général. Il y a urgence à donner une nouvelle dimension démocratique aux institutions et aux pratiques

Magda AELVOET
Nuala AHERN
Alexandros VASSILOPOULOS
Gila ALTMAN
Andrea AMATO
Jan ANDERSSON
Marie-Hélène AUBERT
Tony BANKS
Pedro BAPTISTA
José BARROS MOURA, Roberto BARZANTI
Lionel BENICHO
Jean-Jacques BENOIT
Serge BERNARD-LUNEAU
Alain BESSE
Marie-Christine BLANDIN
Rinaldo BONTEMPI
Jordi BORJA
Jean-Pierre BRARD
Hiltrud BREYER
Jean-Pierre BRISSAUD
Lydia BROVELLI
Jacques BRUNHES
Luciana CASTELLINA
Osvaldo CASTRO
Michel CHARZAT
Monique CHEMILLIER-GENDREAU
Ken COATES
Anna COLOMBO
Joao CORREA DE SA
José Manuel CORREIRA PINTO

Nel van DIJK
Félix DAMETTE
Joao Abel DE FREITAS
Biagio DE GIOVANNI
José Ernesto DE OLIVEIRA
Daniel DEBATISSE
Jean DELAUNAY
Charles DEMONS
Serge DEPAQUIT
Pierre-François DESANTI
Bernard DREANO
Gilles DUMONT
Jacky FAYOLLE
Francisco FERNANDEZ BUEY
Charles FITERMAN
Gérard FUCHS
Fiorella GHILARDOTTI
Maryvonne GOARANT
Laura GONZALEZ ALVAREZ
Jean-François GRAFOUILLERE
Andreas GROSS
Antoni GUTIERREZ DIAZ
Gregor GYSI
Hermann HAAK
Heidi HAUTALA
Hélène HENRY
Guy HERMIER
Philippe HERZOG
Michael HINDLEY
Peter HORST
Elisabeth HORSTKITTER
Jean HUSS

communautaires, à les relégitimer pour qu'elles puissent jouer leur rôle politique d'impulsion, de régulation et d'équilibre. Une avancée des droits et des pouvoirs de choix et de contrôle des citoyens et des acteurs sociaux est pour cela absolument nécessaire. Cela peut et doit être la tâche de la CIG. Si les gouvernements doivent prendre leurs responsabilités, il n'y aura d'Europe unie que si les peuples, les opinions publiques, les forces de progrès humain dans leur diversité en font leur propre affaire. Dans cet esprit, nous appelons toutes celles et ceux qui se sentent concernés à se rencontrer, à débattre, à se concerter, à proposer, en bref à faire entendre leur voix.

Renzo IMBENI
Henri JACOT
José Luis JUDAS
Sylvia-Yvonne KAUFMANN
Hugh KERR
Wolfgang KREISSL-DÖRFLER
Dag LARSSON
Bertolt LIBAL
José MAGALHAES
Elena MARINUCCI
Rosa Maria MARQUES
Patricia McKENNA
Hugh R. McMAHON
Antonio MENDOÇA
Manuel MONEREO
Vital MOREIRA
Pierre MOSCOVICI
Jean-Louis MOYNOT
Pacualina NAPOLETANO
Raimundo NARCISO
Oskar NEGOT
Stanley NEWENS
Jim O'DONNELL
Aline PAILLER
Mihail PAPAYANNAKIS
Michel PERNET
Guy PETTENATI
Edgard PISANI
Elke PLÖGER
Bernard POIGNANT
Alain POIRSON
Claude POPEREN
Jean POPEREN
Jack RALITE
Bernard RAVENEL

Madeleine REBERIOUX
ROSENMÖLLER
Claudia ROTH
Giorgio RUFFOLO
Raoul SANGLA
Elisabeth SCHROEDTER
Frank SCHWALBARTH
Cay SEVON
Jordi SOLE TURA
Roberto SPECIALE
Barbara STEFFENS
Christian STERZING
Marina SUBIRATS
Dominique TADDEI
Gianni TAMINO
Wilfried TELKÄMPER
José Manuel TENGARRINHA
Antonio TEODORO
Bruno TRENTIN
Anne VAN LANCKER
Wim van VELZEN
Ezequiel VICENTE
Eulalia VINTRO
Patrick VIVERET
Johannes VOGGENHUBER
Ludger VOLMER
Dominique VOYNET
Hillary WAINWRIGHT
Gilbert WASSERMAN
Barbara WEILER
Pierre et Anny WENDLINGER
Catherine WHITOL de VENDEN
Frieder Otto WOLF